COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Premier Ministre réitère sa main tendue en dépit du refus de certains acteurs sociopolitiques de répondre à son appel au dialogue.

Conakry, le 01 mars 2023 – À la suite de son appel lancé aux acteurs sociopolitiques guinéens les invitant, sur instruction du Président de la Transition, **le Colonel Mamadi DOUMBOUYA,** à une rencontre le lundi 27 février 2023 à la Primature, le Premier Ministre, Chef du gouvernement a pris acte de leur refus de saisir sa main tendue**.**

En effet, après plusieurs rencontres avec les acteurs sociopolitiques dans les différents sièges et l'affirmation par écrit de la disponibilité du gouvernement à dialoguer avec toutes les composantes de la nation et toutes les catégories sociales du pays, le Chef du Gouvernement a voulu offrir, à nouveau, l'opportunité aux acteurs absents du Cadre de Dialogue Inclusif Inter-guinéen, d'échanger autour des questions essentielles pour notre pays.

Aujourd'hui encore, le Premier Ministre réitère sa main tendue et demande sincèrement à nos compatriotes qui hésitent, d'accepter de venir débattre autour de la table de toutes les possibilités de nous mettre ensemble en vue de préserver la paix, favoriser le développement et consolider l'unité nationale.

Le Premier Ministre est convaincu que c'est dans le dialogue et par le dialogue seul que des solutions idoines peuvent être trouvées à l'ensemble de nos préoccupations. Entre Guinéens, nous sommes capables de relever ce défi.

Dans cet effort, le Premier Ministre, Chef du gouvernement garant du dialogue social, réaffirme son engagement et celui de son gouvernement à écouter toutes les entités sociopolitiques et à examiner, dans la mesure du possible, toutes les propositions allant dans l'intérêt de notre cher pays.

Le Premier Ministre exhorte les religieux, les sages, les organisations de femmes, de jeunes et toutes autres entités de bonne volonté à se mobiliser pour rassurer nos sœurs et frères encore réticents, à entendre raison et venir mettre aux débats leurs réclamations.

Pour l'amour de notre patrie et pour une transition apaisée et inclusive, évitons à notre peuple la répétition des évènements aux conséquences malheureuses.

En tout état de cause, toutes formes d'atteintes aux droits des paisibles citoyens, de dégradations des biens privés, des édifices publics obligeraient l'État à user de la rigueur de la loi.

La Primature